

leSoleil

Le Soleil

Actualités, lundi 15 octobre 2012, p. 5

Difficile de regarnir les rangs

L'embauche d'ingénieurs au ministère des Transports se fait beaucoup plus lentement que prévu

Annie Morin

Un an après avoir annoncé qu'il regarnissait ses rangs pour prévenir la collusion et la corruption, le ministère des Transports du Québec (MTQ) est bien loin de la cible qu'il s'est fixée.

Le 20 octobre 2011, le gouvernement libéral de Jean Charest promettait l'embauche de 970 employés supplémentaires (équivalent temps complet) au MTQ sur un horizon de cinq ans. Ce sont principalement des ingénieurs et des techniciens en travaux publics qui sont recherchés, des ressources rares, mais pas nécessairement en pénurie. D'ici 2017-2018, le nombre de ces travailleurs spécialisés doit grimper de 1500 à 2300.

Ce recrutement massif est l'une des réponses politiques au rapport Duchesneau, qui déplorait la fuite d'expertise du public vers le privé. Les Transports ont également été exemptés du gel d'embauche dans la fonction publique et de l'obligation de remplacer seulement un fonctionnaire sur deux qui partent à la retraite.

Un an après cette annonce en grande pompe, les statistiques disponibles au MTQ témoignent d'une lente évolution de la force de travail.

Incapable de dire combien d'ingénieurs et de techniciens en travaux publics étaient à son emploi en octobre 2011, le Ministère nous a fourni la moyenne de l'année financière 2011-2012, qui se terminait en mars. Il y avait alors 578 ingénieurs et 874 techniciens à son emploi, a rapporté la porte-parole Caroline Larose. Six mois plus tard, ils sont maintenant 673 ingénieurs et 933 techniciens. "C'est le chiffre le plus élevé depuis au moins 2006", souligne Mme Larose.

La progression (+15 % pour les ingénieurs, +7 % pour les techniciens) n'est cependant pas attribuable uniquement aux nouveaux postes. Entre le 1er avril et le 31 août, date du dernier relevé disponible, seulement 26 postes d'ingénieurs et 31 postes de techniciens ont été créés au MTQ, rapportait cette semaine Le Courrier parlementaire. Cela ne représente même pas 10 % de la cible sur cinq ans.

Les autres embauches ont permis de pourvoir des postes vacants, des départs à la retraite ou volontaires, et donc de maintenir l'effectif déjà autorisé. Ces résultats témoignent des difficultés de recrutement du ministère des Transports, affirme Lucie Martineau, présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

Son organisation calcule qu'il faut environ 100 candidats pour pourvoir un poste. "Et dès qu'ils [les nouveaux employés] rentrent, on leur dit que les conditions de travail sont mieux ailleurs", soupire-t-elle, plaidant pour l'instauration de primes d'attraction et de rétention pour combler l'écart avec le privé, qui tourne autour de 20 à 25 %.

Loin de la cible

Au rythme actuel, Mme Martineau ne voit pas comment l'employeur pourra atteindre la cible de 970 nouveaux employés en 2017-2018.

Michel **Gagnon**, président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, va dans le

même sens. Il rappelle que les investissements dans les infrastructures routières ont quadruplé depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir en 2003, alors que le nombre de travailleurs spécialisés est demeuré à peu près stable. "On est encore loin du compte", déplore-t-il, parlant même d'"infime progression".

M. **Gagnon** s'interroge aussi sur le profil des recrues. L'ex-policier Jacques Duchesneau s'inquiétait de voir les travailleurs d'expérience concentrés dans le privé alors que le public recrute et forme les nouveaux diplômés... qui se retrouvent ensuite au privé. Le MTQ n'était pas en mesure de nous dire, vendredi, si les nouveaux venus avaient un curriculum vitae bien garni.

"On ne s'est pas donné les outils pour atteindre nos objectifs, lance M. **Gagnon**. Tout ce qu'on sait, c'est qu'on est en mode embauche, mais on n'a pas encore diminué la sous-traitance."

Le représentant des ingénieurs du gouvernement plaide lui aussi pour une amélioration des conditions de travail pour rattraper le privé, plus généreux.

La porte-parole du MTQ rappelle que des progrès ont été faits de ce côté. Différentes primes sont offertes aux ingénieurs de grande expérience et à ceux qui s'établissent dans des régions en pénurie, dont font partie Montréal et Québec au même titre que l'Abitibi et les Laurentides. Une nouvelle campagne de représentation et de recrutement intitulée "Bâtisseurs recherchés" sera également lancée la semaine prochaine pour intéresser la main-d'oeuvre spécialisée aux emplois disponibles aux Transports.

Illustration(s) :

Ce recrutement massif, principalement d'ingénieurs et des techniciens en travaux publics, est l'une des réponses politiques au rapport Duchesneau, qui déplorait la fuite d'expertise du public vers le privé.

© **2012 Le Soleil. Tous droits réservés.**

Numéro de document : news-20121015-LS-0004

PUBLI-C news-20121015-LS-0004

Ce certificat est émis à **Michel Gagnon** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

Date d'émission : **2012-10-17**

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.